

<https://laurentbloch.org/BlogLB/A-l-epreuve-des-totalitarismes-1914-1974>



Un livre de Marcel Gauchet : L'avènement de la
démocratie, tome III

À l'épreuve des totalitarismes

1914-1974

- Sociologie, démographie, économie, sciences humaines -

Date de mise en ligne : mercredi 23 mars 2011

Copyright © Blog de Laurent Bloch - Tous droits réservés

Sommaire

- [Le totalitarisme, enfant du socialisme et de la guerre](#)
- [Le totalitarisme, orphelin de la religion](#)
- [Distinction entre totalitarisme et despotisme ordinaire](#)
- [Religions séculières](#)
- [Renouveau démocratique](#)
- [Le totalitarisme peut-il ressurgir ?](#)

Après *La révolution moderne* et *La crise du libéralisme* 1880-1914, Marcel Gauchet nous livre le troisième volume de sa grande étude sur *L'avènement de la démocratie, À l'épreuve des totalitarismes* 1914-1974. Pour ceux qui craignaient d'être bientôt à court de lecture, un quatrième tome est annoncé, et si nous complétons avec les ouvrages de Pierre Rosanvallon et de Raymond Boudon qui abordent le même sujet sous des angles différents, nous devrions être bien informés de la question démocratique et pourvus de livres pour la plage cet été.

[Le blog de Marcel Gauchet](#)

La pensée de Marcel Gauchet est riche, dense, complexe et originale, le lire demande de la concentration, je me garderai bien de prétendre en faire la recension, et me contenterai de mentionner quelques idées que j'y ai glanées en essayant de ne pas trop les déformer.

Marcel Gauchet retient pour son analyse trois systèmes totalitaires : l'URSS stalinienne (totalitarisme « de gauche »), l'Italie mussolinienne et l'Allemagne nazie (totalitarismes « de droite »), il donne une analyse des distinctions à faire et aussi des similitudes entre ces deux variantes du totalitarisme, ainsi qu'une explication assez convaincante de la distinction à faire entre ces régimes totalitaires et les despotismes de type ancien, tels que les dictatures de Salazar et Franco, même si ces derniers ont pu emprunter au totalitarisme quelques idées et quelques méthodes d'oppression. Enfin il s'attache à donner un contour conceptuel précis à la notion de totalitarisme.

Je suis très loin d'une familiarité exhaustive avec la littérature consacrée au totalitarisme, mais je l'ai quand même fréquentée avec assiduité, et je dois dire à titre personnel qu'aucun livre ne m'avait autant éclairé depuis Soljénitsyne et Hannah Arendt. Certaines de ses idées semblent sauter à l'esprit : je ne les avais néanmoins pas lues ni entendues ailleurs.

Le totalitarisme, enfant du socialisme et de la guerre

À la fin du XIXe siècle, le libéralisme qui règne sur l'Europe depuis 1815 a démontré son incapacité à établir la justice sociale et à résoudre les conflits sociaux. Les idées du socialisme se répandent irrésistiblement, « il s'impose insensiblement comme plus croyable que les autres idéologies... À la veille de la guerre le socialisme est en bonne voie d'acquérir la dominance idéologique. La décantation cataclysmique du conflit va la lui conférer sous des visages et dans des modalités que nul n'avait anticipées. » (p. 101).

Le déclenchement de la guerre de 1914 va amener les états belligérants à mobiliser des ressources dont personne n'aurait soupçonné l'existence. Le coût humain et économique des premières semaines du conflit avait atteint des

niveaux tels que, selon les conceptions en vigueur, les combats auraient dû cesser faute de combattants en laissant l'Europe exsangue : et pourtant ce n'était que l'entrée en matière, Verdun, le Chemin des Dames et la Somme étaient encore à venir.

Pour obtenir ces résultats effarants, les états avaient dû mettre en place une mobilisation totale des populations et une organisation comme on n'en avait non seulement jamais vues, mais même jamais imaginées. Le contrôle centralisé de l'économie, dont le modèle le plus achevé fut le KRA (*Kriegsrohstoff Abteilung*, Office des matières premières pour la guerre) allemand de Walther Rathenau (patron d'AEG dans le civil) et de Wichard von Moellendorf (p. 27), donne un crédit inédit à l'idée de planification.

Le succès aussi massif qu'inattendu de l'économie de guerre a redoré le blason de l'État terni par l'épisode libéral et rendu plausible l'idée d'une direction centralisée de l'économie, la politique redevient un centre d'intérêt et de mobilisation, toutes choses qui vont dans le sens du socialisme, et qui vont se réaliser, mais pas ainsi qu'en le pensait.

Le totalitarisme, orphelin de la religion

Le dernier quart du XIXe siècle voit la montée d'idées nouvelles qui trouveront à se mélanger selon un amalgame tératologique pour engendrer les idéologies totalitaires : socialisme, nationalisme, antisémitisme, anarchisme. C'est la période où en Europe occidentale le rôle unificateur, intégrateur et rassurant des anciennes normes religieuses et hiérarchiques se désagrège, mais où le souvenir en est encore assez vif et néanmoins imprécis, selon une proportion qui suffit à inspirer la nostalgie de cet ordre ancien que le romantisme avait abondamment idéalisé pendant les décennies précédentes [1].

L'angoisse devant le vide béant laissé par la disparition de l'ordre ancien, le sentiment de déréliction éprouvé par l'individu moderne abandonné par la hiérarchie traditionnelle qui l'encadrait, l'anomie apparente de la nouvelle société des individus vont susciter des aspirations frénétiques à un nouvel ordre, à de nouvelles lois, à de nouvelles croyances.

Dans le cas de l'Allemagne et de la Russie, la guerre va en outre balayer la monarchie, qui pouvait jusque là entretenir l'illusion de la survie de l'ordre ancien, et faire barrière à l'essor des idées révolutionnaires qui portera les régimes totalitaires. Quant à l'Italie, si elle fait nominalement partie des vainqueurs, elle reste frustrée des espoirs d'expansion qui l'avaient poussée à entrer en guerre, et la royauté y est déconsidérée. Les régimes qui viendront remplir le vide et combler les attentes seront assis sur trois expériences vécues par leurs peuples : l'épreuve de la défaite (p. 267), l'effondrement de la légitimité (p. 270), l'ombre de l'empire (p. 280).

La réponse qu'apporteront le fascisme et le nazisme sera de prétendre restaurer un ordre hiérarchique, despotique, d'essence traditionnelle par les moyens modernes de la mobilisation démocratique et de la légitimité issue des masses. Celle du stalinisme sera de prétendre instaurer une démocratie véritable issue de la mobilisation des masses par les moyens archaïques de la foi aveugle, de la croyance imposée et d'un despotisme implacable. « Cette alliance des opposés constituera la véritable formule-programme des révolutions du XXe siècle ; elle en définit l'originalité ; elle contient le secret de leur capacité de violence illimitée. Celle-ci se nourrit à la fois de leurs inexpiables contradictions internes et de l'antagonisme externe qu'elles sont vouées à rencontrer sous les traits de l'ennemi radical qui est en fait leur double.

" On voit tout de suite que cet ardent impératif de renversement du présent va se diviser en deux branches, de par la conjugaison des termes dont il procède. Il va pouvoir prendre l'aspect aussi bien de l'espoir de reconstituer l'ancien

monde hiérarchique et organique à partir des principes modernes d'égalité et d'individualité, que de l'ambition d'accomplir les promesses de la modernité égalitaire et individualiste grâce au concours des moyens éprouvés de la hiérarchie et de l'incorporation. » (pp. 57-58).

Distinction entre totalitarisme et despotisme ordinaire

Lorsque Franco et Salazar ont établi leurs dictatures sur l'Espagne et le Portugal, ils ont surtout voulu abolir la démocratie et rétablir l'ordre traditionnel, et ils ont réussi dans cette entreprise parce cet ordre ancien était encore croyable. Dans ces pays la démocratie était d'ailleurs mal assise, peu solide, ses ennemis étaient nombreux et puissants, la religion catholique régnait sans partage, la société dans son ensemble était assez arriérée par rapport au reste de l'Europe occidentale, les structures sociales n'avaient pas subi le choc de la Grande Guerre. Une fois le pouvoir pris, les dictateurs n'ont eu qu'à congédier le peuple de la vie politique, réinstaller les notables traditionnels à leurs places lorsqu'ils en avaient été évincés, et exercer les moyens répressifs habituels contre les contestataires. Ce faisant ils ont établi une parenthèse d'une quarantaine d'années pendant laquelle pour l'Espagne et le Portugal l'histoire s'est arrêtée.

Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé en Russie, en Italie ou en Allemagne : loin d'être figés dans un immobilisme imposé par des despotes qui monopolisaient le politique (et la politique : Marcel Gauchet distingue bien les deux genres de ce mot), ces pays ont été la proie de dictateurs révolutionnaires qui exigeaient la mobilisation totale et permanente de l'ensemble du peuple pour leurs objectifs politiques et idéologiques, et qui les entraînaient dans une fuite en avant d'autant plus effrénée qu'elle était le seul moyen d'assurer l'équilibre entre les différentes composantes du pouvoir (cf. pp. 278-279).

De ce point de vue, le cas de l'Italie fasciste est intéressant : Mussolini s'est retrouvé au pouvoir sans projet idéologique très précis, à part l'hostilité au communisme et l'irrédentisme chauvin, et il se serait volontiers satisfait d'exercer une dictature somme toute assez ordinaire où son pouvoir aurait été partagé avec la Maison de Savoie et surtout avec l'Église catholique et le Vatican. Le concordat de 1929 représente d'ailleurs sans doute l'apogée de son régime. Mais l'arrivée d'Hitler en Allemagne va l'entraîner dans une surenchère indispensable à sa survie politique, parce qu'il ne peut subsister qu'en apparaissant comme chef révolutionnaire de premier plan. De l'aventure éthiopienne à la République de Salò, cette émulation le conduira au gouffre.

Religions séculières

Marcel Gauchet marche sur les pas de Raymond Aron en développant le concept de *religion séculière*, en quoi se cristallise l'essence des régimes totalitaires. Là aussi le cas italien semble pâle à côté des fastes de Nuremberg et de la Place Rouge, et surtout de l'hystérie des procès de Moscou et de l'acharnement méticuleux des *Einsatzgruppen*.

Ce que proposent tant le nazisme que le communisme stalinien, c'est un accomplissement eschatologique, qui sera atteint après un combat apocalyptique (p. 498). La mobilisation des masses pour cet objectif et dans ce combat, qui, lui, sera effectivement apocalyptique, il n'est pour s'en convaincre que de lire le livre d'Antony Beevor sur Stalingrad, ou *Vie et destin* de Vassili Grossman, ou même les pages consacrées à cette bataille et à la prise de Berlin dans *Les Bienveillantes* de Jonathan Littel [2], cette mobilisation, donc, repose sur un socle robuste de croyance inconditionnelle. Ce qui est exigé des « fidèles » est exorbitant : la théorie de la relativité sera bannie par les nazis comme science juive, la mécanique quantique interdite par Staline parce qu'« idéaliste », les élucubrations biologiques de Lysenko conduiront au Goulag ceux qui ricaneront, l'économiste Nikolaï Kondratiev, inventeur des

cycles qui portent son nom, sera assassiné, comme tant d'autres.

Il y a plusieurs points qui distinguent radicalement les religions séculières totalitaires des vraies religions. Pour les totalitaires, la fin justifie les moyens, et l'homme est un de ces moyens : aucune vraie religion ne peut adopter ce point de vue sans faire faillite. Si la fin manifeste de la religion est Dieu, sa visée à long terme ne peut être que l'homme, afin qu'il s'unisse à Dieu.

Cette distinction procède, au moins pour partie, d'une autre plus évidente : l'accomplissement eschatologique des religions, en général, est destiné à se produire *ailleurs*, et à la fin des temps. Les totalitaires le promettent ici-bas, bientôt, ce pourquoi ils se proposent de créer un *homme nouveau*, projet qu'aucune vraie religion ne peut sérieusement envisager en ce bas monde.

Renouveau démocratique

Le caractère massif du fait totalitaire pendant le « court vingtième siècle », le « siècle des camps », pourrait nous mettre des œillères et ne nous laisser voir que le versant noir de ce siècle, en nous faisant oublier que non seulement le totalitarisme a été finalement vaincu, mais que la seconde moitié du siècle a vu le combat contre le totalitarisme permettre un approfondissement de la démocratie dans les pays européens. C'est l'objet de la dernière partie du livre de Marcel Gauchet.

Ce n'est finalement que récemment que s'est imposée l'idée d'une tension entre démocratie et liberté, et de la nécessité d'un équilibre entre les deux. La démocratie sans contrepoids tend vers un égalitarisme qui abolit la liberté, comme l'ont montré les errements vers la terreur de la Révolution française et plus encore leur monstrueuse réplique soviétique. Le libéralisme sans frein démocratique suffisant du premier XIXe siècle a débouché sur des inégalités sociales insupportables. Un équilibre difficile à trouver et souvent instable entre démocratie et libéralisme est la condition pour assurer à l'ensemble des citoyens la justice, la liberté et des conditions de vie décentes. Si l'expression démocratie libérale n'avait été trop galvaudée, c'est elle qui devrait nommer notre idéal.

Et l'on peut dire que les pays de l'Union européenne ont fini par atteindre, dans la seconde moitié du XXe siècle, une forme d'équilibre entre démocratie et libéralisme qui représente un progrès considérable par rapport aux périodes précédentes. En remontant plus loin dans le temps, si l'entre-deux guerres n'a pas été une période rose, de nombreux pays européens ont résisté à la tentation totalitaire. Et leur redressement à partir de 1945, pour la plus longue période de paix qu'ait jamais connue le continent, était tout à fait inespéré ([Tony Judt](#) a eu raison de nous rappeler que le financement par les Américains du plan Marshall y a contribué de façon décisive).

Cette démocratie européenne est certes imparfaite, et le néocolonialisme qui continue de sévir en Afrique est sans doute sa tache la plus sombre. Il est de la nature de la démocratie d'être imparfaite, comme il est de la nature du totalitarisme de proposer des solutions parfaites et définitives : c'est ce qui a fait la faiblesse de l'une et la force du second. Nous savons maintenant où mène chacune de ces voies.

Le totalitarisme peut-il ressurgir ?

Pour Marcel Gauchet, et là je me réfère à son livre mais aussi à ses propos lors de l'émission *Répliques* d'Alain Finkielkraut le 22 janvier 2011, « l'assaut totalitaire » (p. 245) n'a été possible en Europe qu'à cette période charnière où il n'est plus possible de vraiment croire au retour de l'ordre de l'Ancien Régime, mais où il est encore

suffisamment présent à la mémoire pour susciter des nostalgies, et où commence la « sortie de la religion, cette chose très spécifique qui est non pas la disparition en bloc de la religion mais la fin de l'organisation religieuse des sociétés et plus largement du monde humain. Les croyants demeurent mais la religion chrétienne cesse d'être englobante de la vie collective et de l'organiser, d'en définir les rouages et les mécanismes à commencer par le pouvoir politique supposé tomber d'en-haut. La religion, autrement dit, cesse d'être une autorité politique pour acquérir un statut privé non pas simplement dans le sens où elle serait purement dans le for intérieur des personnes mais au sens où elle n'a plus l'autorité sociale qui définit le cadre dans lequel nous vivons. » (cf. [Le blog Marcel Gauchet](#)).

Cette conjonction d'idées et de faits sociaux ne peut plus advenir en Europe, ce qui nous met à l'abri d'un retour du nazisme ou du communisme stalinien, mais pas du tout d'autres formes de barbarie, tout aussi atroces. Et nous ne devons pas oublier, comme Hannah Arendt nous le recommande, que si les systèmes totalitaires ont pu remporter de tels succès, c'est aussi grâce à leur extraordinaire pouvoir de séduction.

Marcel Gauchet a traité le cas de Franco, Salazar et consorts, mais pas celui de la Chine, du Cambodge, de la Corée du Nord, ni de certaines dictatures tropicales qui, sans être des régimes totalitaires au sens strict formulé par Gauchet, n'ont pas manqué de s'inspirer du totalitarisme, comme en a témoigné le génocide des Tutsis au Rwanda.

J'ai écrit ce compte-rendu sans qu'y apparaissent les noms d'Auschwitz, de la Kolyma, de la Gestapo ou du NKVD : c'est parce que Gauchet n'en parle pas ou fort peu. Il suppose le lecteur de son livre déjà informé de ces événements, disons au moins au niveau procuré par *Le système totalitaire* d'Hannah Arendt, voire par *La destruction des Juifs d'Europe* de Raul Hilberg.

[1] Une lectrice me conteste cette dernière assertion, qui est de moi et pas de Marcel Gauchet. Je la maintiens : dans toute la critique du bourgeois, omniprésente chez les romantiques français, apparaît en creux l'idéal aristocratique, bien plus chic. À l'époque le bourgeois incarnait le progrès, il gagnait de l'argent par des moyens légaux, alors que les aristocrates de l'Ancien Régime étaient des prédateurs et des parasites. Je pourrais citer à l'appui de ma thèse, comme exemples d'idéalisations de l'ordre aristocratique : Walter Scott, le Kleist de *La Marquise d'O...* et du *Prince de Hombourg*, et d'autres, et si je passe des œuvres aux biographies, Baudelaire est un bon exemple de « vie noble » (en pillant sa mère : finalement, le général Aupick était un type bien).

[2] Ce livre appelle sans doute des réserves, mais en tout cas la documentation en a été constituée avec soin, et les passages que je mentionne ici sont excellents, ainsi que l'épisode au Caucase.